

1914-1918 et la redéfinition de la guerre

Hew Strachan

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2014/1 Printemps, PAGES 71 À 86
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365672290

DOI 10.3917/pe.141.0071

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-1-page-71?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

1914-1918 et la redéfinition de la guerre

Par **Hew Strachan**

Hew Strachan est titulaire de la chaire Chichele d'histoire de la guerre à l'université d'Oxford. Il est l'auteur, entre autres ouvrages, de *La Première Guerre mondiale* (Paris, Presses de la Cité, 2005).

Traduit de l'anglais par Cécile Tarpinian.

La Première Guerre mondiale a contribué à redéfinir la notion de stratégie, lui donnant une dimension politique qu'elle n'avait pas auparavant. De nouvelles institutions ont été créées pour permettre aux civils et aux militaires d'échanger sur les grandes orientations stratégiques. Au-delà de la stratégie, la « guerre totale » de 1914-1918 a transformé l'idée même de guerre. La mémoire de ce conflit doit être perpétuée : sa valeur dissuasive pourrait nous prémunir d'une nouvelle montée des extrêmes.

politique étrangère

Pendant la guerre froide, la pensée stratégique a perdu le lien avec sa propre histoire. Déterminée par le changement technologique et surtout par l'impact des armes nucléaires, elle ne fut que trop encline à considérer les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki comme le point de départ de toute modernité, rejetant tout ce qui avait précédé. On n'entend pas démontrer ici que la pensée stratégique n'a pas évolué depuis un siècle, mais au contraire établir à la fois qu'elle a changé – de façon souvent fondamentale – et que la Première Guerre mondiale, en particulier, a suscité des innovations qui ont marqué le siècle qui suit. La Grande Guerre a d'abord transformé la compréhension de la stratégie elle-même, lui donnant un sens bien plus large qu'avant 1914. Autre évolution cruciale, les exigences stratégiques de la guerre ont donné naissance à de nouvelles institutions, fusionnant pouvoir politique et autorité militaire. Les conséquences de ces changements n'ont été clairement perçues qu'après la Seconde Guerre mondiale. Dans le discours post-1945, c'est cette guerre, plus longue et responsable de plus de morts que la première pour la plupart des parties, qui donna toute sa signification à l'idée de « guerre totale », même si les origines de ce concept remontent elles aussi à un siècle.

Carl von Clausewitz est souvent brandi comme preuve de cohérence et de continuité en matière de pensée stratégique. Si sa pensée évolua sur de

nombreux sujets, il resta fidèle à sa conception de la stratégie. « La stratégie est l'usage de l'engagement aux fins de la guerre », écrivait-il dans *De la guerre*, en écho à une idée qu'il avait développée dès 1804¹. Les définitions utilisées par les penseurs militaires dans les années précédant la Première Guerre mondiale restaient attachées à ce lien entre stratégie et tactique. Dans *La Guerre d'aujourd'hui* – dont le titre est une référence explicite à Clausewitz –, publié en allemand en 1912 et traduit en français et en anglais, Friedrich von Bernhardi écrivait que l'objet de la stratégie est « de conduire les troupes à l'action dans la direction décisive et avec la plus grande puissance possible ; de livrer le combat dans les meilleures conditions possibles² ».

Ferdinand Foch s'exprimait de façon similaire dans les conférences qu'il donna à l'École de Guerre en 1900 : « Non, il n'y a plus désormais de stratégie à prévaloir contre celle qui assure et qui vise les résultats tactiques, la victoire dans la bataille³. » En 1918, certains de ses auditeurs de l'époque s'étaient distingués sous son commandement sur le champ de bataille et Foch lui-même était devenu le généralissime des armées alliées ; il fut considéré comme le commandant en chef le plus remarquable de la guerre, et nul n'était mieux placé que lui pour expliquer la façon dont la Première Guerre mondiale avait modifié la compréhension et l'interprétation de la stratégie. Pourtant, en 1918, invité à rédiger une nouvelle introduction à ses conférences de 1900 pour leur première édition anglaise, il notait que si de nouveaux moyens avaient transformé les conditions de la guerre, les « vérités fondamentales » restaient les mêmes⁴.

D'autres acteurs de statut comparable pensaient comme lui. Sir William Robertson, chef de l'État-Major impérial entre décembre 1915 et février 1918, soulignait dès 1916 que les *Règles de service en campagne* (*Field Service Regulations*), publiées en 1909 et encore en vigueur pendant la guerre, devraient être renouvelées après la fin des combats, mais le commandant en chef du Corps expéditionnaire britannique (British Expeditionary Force, BEF), Sir Douglas Haig, exprima son désaccord⁵. Selon lui, l'expérience de la guerre confirmait, plutôt qu'elle n'infirmerait, les principes énoncés dans la toute première publication de doctrine de l'armée britannique⁶. Certes,

1. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, livre III, chapitre 1.

2. Fr. von Bernhardi, *On War of Today*, Londres, Hugh Rees, 1912-1913, vol. 2, p. 336.

3. F. Foch, *Des principes de la guerre : conférences faites en 1900 à l'École supérieure de guerre*, Paris, Berger-Levrault, 1903 [1^{re} éd.], 1917 [4^e éd.], p. 41.

4. F. Foch, *The Principles of War*, Londres, Chapman & Hall, 1918, p. viii.

5. W. Robertson à Sir H.S. Rawlinson, cité in D. Woodward (dir.), *The Military Correspondence of Sir William Robertson, Chief of the Imperial General Staff, December 1915-February 1918*, Londres, Bodley Head, 1989, p. 72.

6. Voir le dernier envoi de Haig, in J.H. Boraston (dir.), *Sir Douglas Haig's Despatches (December 1915-April 1919)*, Londres, Dent, 1919, vol. 1, p. 319-21, 325, 330.

il en avait été l'un des auteurs, mais son interprétation était loin d'être isolée. En Allemagne, Wilhelm Groener, nommé premier quartier-maître général du Commandement suprême de l'armée (Oberste Heeresleitung) après la démission d'Erich Ludendorff en octobre 1918, consacra les années d'après-guerre à expliquer la défaite allemande. Pour lui, la réponse se trouvait non dans la façon dont la guerre avait pris fin mais dans la façon dont elle avait commencé. En 1914, Groener était responsable de la section ferroviaire de l'État-Major prussien. Il affirma que si l'armée avait été fidèle à l'héritage d'Alfred von Schlieffen, chef d'État-Major jusqu'à fin 1905, la campagne de 1914 se serait soldée par une victoire rapide⁷. Sous le gouvernement de Weimar, l'armée allemande continuait à vouloir comprendre la Première Guerre mondiale à travers un vocabulaire stratégique défini avant la guerre, en termes de concepts opérationnels. Elle restait attachée à une vision de la stratégie comme étant l'affaire des généraux, au lien entre stratégie et tactiques et aux enseignements des écoles d'État-Major du début du siècle. Ces conceptions de la stratégie étaient trop limitées pour une guerre conduite sur des fronts multiples, toujours plus loin des frontières allemandes et sur une durée trop longue au regard des ressources réduites du pays.

L'évolution du sens de la stratégie

Avant 1914, l'État-Major prussien avait vigoureusement réfuté l'interprétation de la stratégie proposée par Hans Delbrück, universitaire berlinois pionnier de l'étude académique de l'histoire militaire et qui tint une rubrique stratégique tout au long de la Première Guerre mondiale dans les *Preussische Jahrbücher*. Delbrück était parti des notes préliminaires du *De la guerre* de Clausewitz, datées du 10 juillet 1827, pour développer une interprétation double. Clausewitz soutenait qu'il existe deux formes de guerre : l'une exige l'anéantissement complet de l'ennemi, sa faillite politique et sa vulnérabilité militaire le contraignant à conclure la paix aux termes du vainqueur ; l'autre se traduit par l'acquisition de territoires et un accord négocié. Pour Delbrück, Frédéric le Grand, alors que la Prusse faisait face à une coalition de trois grandes puissances – France, Autriche et Russie –, avait choisi la seconde option. Son objectif était la survie de la Prusse, non la destruction de ses ennemis par les combats. Les historiens de l'État-Major, au contraire, soulignèrent avec une véhémence croissante que Frédéric n'avait pas cherché à éviter les batailles décisives, comme avaient pu le constater les Français à Rossbach et les Autrichiens à Leuthen en 1757. Les adversaires de ce débat ne pouvaient se comprendre, chaque

7. Wilhelm Groener écrit deux *Operative Studien über den Weltkrieg*, *Das Testament des Grafen Schlieffen* (Berlin, 1927) (voir notamment p. 237-44) et *Der Feldherr wider Willen* (Berlin, 1930).

partie s'intéressant à ce qu'on appellerait aujourd'hui des « niveaux de guerre » différents : Delbrück se concentrait sur le niveau « politico-stratégique », les historiens de l'État-Major, tel Groener, se focalisant sur les opérations. L'infériorité globale de Frédéric le poussait à l'occasion à éviter l'engagement et à préférer épuiser ses ennemis en marchant contre eux en divers endroits, usant leur résistance et exploitant par sa position géographique centrale les atouts du temps et de l'espace. Delbrück appelait cette stratégie *Ermattungsstrategie*, ou stratégie d'attrition ; on y vise moins à l'engagement aux fins de la guerre qu'à l'usage des manœuvres pour éviter l'engagement. Les manœuvres, pour Delbrück, ne sont pas l'antithèse de l'attrition mais, au contraire, le moyen de la réaliser. L'équivalent le plus proche d'une *Ermattungsstrategie*, pendant la Première Guerre mondiale, fut la stratégie employée dans le cadre de la guerre économique, l'usage du blocus par les puissances de l'Entente et la conduite par les Allemands d'une guerre sous-marine illimitée.

Si l'État-Major prussien d'avant 1914 ne pouvait adopter les vues de Delbrück sur l'attrition, c'est entre autres parce que celles-ci confrontaient l'Allemagne à un dilemme. En évitant l'engagement, Frédéric allongea la durée de la guerre, grevant lourdement l'économie de la Prusse. Alfred von Schlieffen et ses disciples se trouvaient face à un calcul différent : l'Allemagne devait livrer une guerre courte, n'ayant pas les capacités économiques nécessaires pour affronter une guerre longue, surtout si la Grande-Bretagne ralliait la France et la Russie. L'État-Major prussien cherchait une bataille décisive, au plus tôt, afin de sortir de l'impasse à laquelle l'acculaient les faiblesses de sa position géopolitique et ses lacunes en matière de grande stratégie⁸.

Les combats de la Grande Guerre ne donnèrent pas de victoire décisive produisant en soi un résultat stratégique, mais se terminèrent dans l'indécision et l'épuisement : les engagements eux-mêmes devinrent un processus d'usure. La guerre des tranchées, adoptée pour de bonnes raisons tactiques – pour ce qu'on appellerait aujourd'hui la « protection des forces » –, eut des conséquences opérationnelles et stratégiques. Elle permit de tenir du terrain avec moins d'hommes, dégageant les masses nécessaires aux manœuvres en un autre endroit du front, et de protéger les ressources humaines et industrielles situées derrière les positions défensives. Pour la France en particulier, l'emploi de la guerre des tranchées

8. S. Förster, « Der deutsche Generalstab und die Illusion des kurzen Krieges, 1871-1914. Metakritik eines Mythos », *Militärgeschichtliche Mitteilungen*, n° 54, 1995, p. 61-95 ; H. Strachan, *The First World War. To Arms* [vol. 1], Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 1005-1014 ; voir aussi S. Lange, *Hans Delbrück und der „Strategiestreit“. Kriegführung und Kriegsgeschichte in der Kontroverse 1879-1914*, Fribourg, Rombach, 1995.

était absolument justifié : il préserva le pays de pertes de territoires et de ressources encore plus importantes pour l'effort de guerre. Après 1918, l'armée française devait théoriser les leçons de l'expérience, soulignant la nécessité de couvrir les frontières et d'assurer la défense du territoire par la « bataille conduite ».

L'expérience de la guerre des tranchées fut si éprouvante, psychologiquement et matériellement, qu'elle en vint à dominer la stratégie. Le champ de bataille linéaire créé par les lignes de fortifications avait pour conséquence que les ordres voyageaient horizontalement vers le front mais aussi verticalement le long de la chaîne de commandement, de l'état-major jusqu'au bataillon ; la stratégie telle qu'elle avait été définie avant la guerre ne pouvait plus jouer son rôle alors que les généraux voyaient la poursuite des fins de la guerre

Un moule stratégique pour une guerre déterminée par la tactique

échapper à leur contrôle, soumise à la conduite de la bataille par leurs subordonnés. L'attrition se trouva associée à la poursuite de l'engagement plutôt qu'à son évitement et fut donc désormais liée à la tactique plutôt qu'à la stratégie. Les généraux cherchaient à couler dans un moule stratégique une guerre déterminée par la tactique. Lorsque leurs armées échouèrent à remplir leurs objectifs opérationnels, non seulement en ne perçant pas les positions ennemies, mais aussi – surtout au début de la guerre – en ne parvenant pas à les envelopper ni à les encercler, ils légitimèrent cet échec en termes d'épuisement. Utilisant l'argument de l'attrition pour justifier rétrospectivement les batailles de Verdun et de la Somme – pour prendre deux exemples flagrants –, Falkenhayn et Haig associèrent ce concept à l'idée de tuerie et de gâchis. Le succès était mesuré à l'aune de la perte de main-d'œuvre plus qu'en termes de résultats sur le terrain. L'ambiguïté que l'attrition acquérait ainsi se retrouvait dans l'imprécision du vocabulaire : en 1915, Joffre employait le verbe « grignoter », quand d'autres en France parlaient d'« usure ». En Allemagne, les mots utilisés étaient presque toujours des verbes (au contraire de l'emploi anglais du mot *attrition*) : *zermurben* (épuiser), *reiben* (frictionner), *ermatten* (harasser), *erschöpfen* (pousser à bout)...

Cette altération du concept initial de Delbrück permit aux théoriciens militaires allemands de l'après-guerre de renouveler leurs attaques aux plans à la fois personnel – Delbrück était toujours une figure centrale du débat public – et conceptuel. En 1920, Friedrich von Bernhardi, qui avait repris du service pendant la guerre comme commandant de division, condamna à la fois Delbrück et l'attrition, dans un livre dont le titre allemand – *Vom Kriege der Zukunft* [De la guerre du futur] – jouait sur une

référence à son ouvrage d'avant-guerre sans pouvoir masquer qu'il s'agissait d'une œuvre de bien moindre importance. Il y soutenait qu'une stratégie évitant l'offensive et cherchant la victoire par épuisement de l'ennemi n'en était pas une. Il identifiait lui aussi deux formes de guerre, aucune d'entre elles n'étant définie par son objectif politique : une guerre de positions fondée sur les attaques de fronts visant la percée et une « guerre opérationnelle » où les flancs pouvaient être enveloppés. À l'instar de Groener, devenu ministre de la Guerre en 1928, Bernhardt ne voyait pas de raison d'abandonner le point central du débat suscité par Schlieffen : la recherche de l'enveloppement comme moyen de sortir des combats pour la percée et la volonté d'apporter des solutions opérationnelles aux problèmes de stratégie plus généraux. De fait, la faiblesse militaire de l'Allemagne après 1919 – due en grande partie aux termes de l'Armistice et du traité de Versailles – rendait cette argumentation paradoxale plus convaincante. Georg von Soltan, qui dirigea l'édition de la série populaire d'histoire publiée par le Reichsarchiv *Schlachten des Weltkrieges*, écrivait alors dans *Der Mensch und die Schlacht der Zukunft* (1925) que, parce que l'Allemagne serait toujours faible, elle devrait chercher le combat. Cette approche déboucha sur les succès opérationnels foudroyants de 1939-1942, mais aussi sur la défaite de 1945⁹.

À cette date, l'attrition était la méthode de guerre privilégiée par les États économiquement solides et disposant d'une relative marge de supériorité. Elle explique la bataille de Normandie en 1944, les combats de l'hiver 1944-1945 dans les Ardennes et, surtout, les succès soviétiques sur le front oriental à partir de Stalingrad. L'attrition était désormais l'antithèse de la manœuvre et se concentrait sur les moyens de destruction – puissance de feu de l'artillerie et bombardement aérien. Même si elle était désormais associée aux puissances économiquement fortes, elle ne constituait pas nécessairement une fin en soi. Douglas Haig avait soutenu que la bataille d'usure était le prélude à une percée et, en 1945, les Alliés pouvaient toujours voir les choses ainsi, après une victoire assez décisive pour dicter aux Allemands les termes de la reddition. C'est pendant la guerre du Vietnam que l'attrition fut élevée au rang de fin en soi, en dépit du fait qu'une telle approche impliquait d'aboutir à un accord négocié plus qu'à une victoire absolue¹⁰. Avec l'utilisation des statistiques

9. M. Pöhlmann, dans *Kriegsgeschichte und Geschichtspolitik: Der Erste Weltkrieg. Die amtliche deutsche Militärgeschichtsschreibung 1914-1956* (Paderborn, Schöningh, 2002), s'exprime abondamment sur ces sujets ; voir aussi G. Vardi, « The Change from Within », in H. Strachan et S. Scheipers, *The Changing Character of War*, Oxford, Oxford University Press, 2011, et « Jochim von Stulpnägels Military Thought and Planning », *War in History*, n° 17, 2010, p. 193-216.

10. G.A. Daddis, « The Problem of Metrics: Assessing Progress and Success in the Vietnam War », *War in History*, n° 19, 2012, p. 73-98.

mesurant les « progrès » de la guerre, le nombre d'ennemis tués devint la mesure du succès. En 1997, un philosophe pouvait écrire : « L'attrition est une méthode de guerre dont l'objectif délibéré est l'emploi en masse d'hommes et de matériel. Elle reflète une approche déshumanisée de la guerre, vue comme un processus industriel et mécanique dans lequel la distinction entre l'élément humain et l'élément matériel est systématiquement abolie. Le problème d'une guerre d'attrition est qu'il est difficile de voir comment elle pourrait poser une norme de *conduite* ou de moyens proportionnés¹¹. » C'est dans un tel contexte que les responsables doctrinaux de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), confrontés à l'hypothèse d'une attaque de forces classiques soviétiques supérieures, purent opposer dans les années 1980 la manœuvre à l'attrition, créditant la première – outre ses bénéfices opérationnels supposés – d'une supériorité morale implicite sur la seconde.

Appliquer la stratégie : entre pouvoir civil et autorité militaire

Les conceptions des États-Majors avant 1914 ignoraient le rôle du politique dans la mise en œuvre de la stratégie – au point que les historiens de l'État-Major prussien semblaient à peine avoir conscience de son existence dans leur débat avec Delbrück¹². Le rapport entre stratégie et politique était à la fois lointain et difficile. Lointain, parce que s'il était unanimement admis que la stratégie devait, par la victoire, atteindre un résultat politiquement utile, on n'acceptait guère que la politique s'immisce dans la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie ; difficile, parce que de nombreux hommes politiques, durant la Première Guerre mondiale, cherchèrent à s'impliquer dans ce que les généraux voyaient comme leur chasse gardée¹³.

Les conséquences de ces tensions se firent sentir durant la guerre elle-même, moins par une redéfinition délibérée de ce que devait être la stratégie qu'à travers des conflits entre généraux (et très occasionnellement amiraux) et hommes politiques. Ces échanges furent plus importants en Grande-Bretagne et en France que dans les pays autocratiques qu'étaient l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie ou la Russie. Pour ces dernières, au moins dans les textes, la distinction entre autorité civile et autorité militaire

11. A.J. Coates, *The Ethics of war*, Manchester, Manchester University Press, 1997, p. 220, cité in N. Biggar, *In Defence of War*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 127.

12. J. Wallach, *Das Dogma der Vernichtungsschlacht. Die Lehren von Clausewitz und Schlieffen und ihre Wirkungen in zwei Weltkriegen*, Munich, Deutscher Taschenbuch Verlag, 1970 [1^{re} édition 1967] ; l'ouvrage est daté mais offre une bonne introduction à ces sujets. Voir aussi M. Geyer, « German Strategy in the Age of Machine Warfare, 1914-1945 », in P. Paret (dir.), *Makers of Modern Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age*, Oxford, Clarendon Press, 1986, à la fois académique et provocateur.

13. Voir la frustration de Paul von Hindenburg sur ce point, citant Clausewitz à l'appui de la volonté de laisser les politiques en dehors de la stratégie : *Out of my Life*, Londres, Cassell, 1920, p. 111-112.

importait moins, l'empereur – commandant suprême et chef de l'État – réunissant les deux dans sa personne. Dans les faits, c'était surtout vrai en Russie où le tsar Nicolas II avait décidé, bien mal à propos, de prendre le commandement de la Stavka en septembre 1915. À court terme, il tira un certain avantage du renversement qu'il sembla opérer dans le sort de son pays après la « grande retraite » de l'été 1915, l'avancée des puissances centrales s'épuisant et l'armée russe récoltant enfin le bénéfice d'un recul si loin de ses bases. À long terme, il s'exposait pourtant à ce que la responsabilité de la mauvaise performance globale de la Russie dans la guerre pèse sur lui plus que sur ses subordonnés, dont ses commandants d'armées qui s'allièrent pour obtenir son abdication lors de la révolution de mars 1917. Ni Guillaume II ni l'empereur François-Joseph ne subirent le même blâme, même si les Habsbourg comme les Hohenzollern perdirent leur trône à la suite de la guerre. En Allemagne comme en Russie du reste, les généraux firent pression en faveur de l'abdication du souverain, Groener lui-même jouant un rôle de premier plan. L'État-Major allemand parvint à préserver sa réputation en contenant la révolution, jusqu'à ce qu'il perde toute crédibilité dans une seconde défaite, plus spectaculaire encore.

En France et en Grande-Bretagne, les relations entre pouvoir civil et militaire étaient plus instables, mais aussi plus fécondes au plan stratégique. L'autorité civile y était davantage séparée de l'exercice du commandement militaire que dans la Prusse de Clausewitz. Les mémoires des principaux dirigeants de la stratégie évoquent, pendant la guerre, de perpétuelles frictions. En France, les dirigeants socialistes soupçonnaient constamment la présence dans l'armée d'officiers cléricaux et possiblement bonapartistes ; en Grande-Bretagne, le gouvernement libéral reprochait aux militaires de privilégier le front ouest sur le front est et la puissance terrestre plutôt que navale. Dans les deux cas, les événements récents pouvaient justifier les craintes : en France, la crise boulangiste de 1889, le procès Dreyfus et l'« affaire des fiches » de 1905 ; en Grande-Bretagne, plus proche encore, la « mutinerie Curragh » de mars 1914, où des officiers s'étaient déclarés prêts à refuser d'appliquer les ordres du gouvernement, le cas échéant, pour imposer le *Home Rule*¹⁴ en Irlande du Nord. Avant 1914, la France craignait un coup d'État militaire ; après 1914, dans les deux pays, militaires et hommes politiques s'affrontèrent autour de la mise en œuvre de la stratégie.

En dépit de tensions récurrentes, les deux parties avaient plus de points communs que de divergences. En France, militaires et politiques se

14. Le *Home Rule* était un projet visant à donner une autonomie interne à l'Irlande, tout en la maintenant sous la tutelle de la couronne britannique (Ndt).

retrouvaient – à leur surprise mutuelle – autour des objectifs de défense du territoire national et de récupération du terrain perdu dans les premières semaines de la guerre. Cette alliance fut scellée dans le sang versé pour la défense prolongée de Verdun en 1916 – une bataille sans grand intérêt opérationnel (Joffre avait même suggéré au départ d’abandonner la ville), mais que l’armée accepta de livrer en grande partie parce qu’elle reconnaissait le symbole national et politique qu’elle représentait. Les généraux subordonnaient ainsi leurs objectifs à ceux de la politique. En 1917-1918, le président du Conseil Clemenceau définit sa stratégie en termes à la fois nationaux et unitaires, évacuant ainsi toute division entre armée et État. En Grande-Bretagne, le conflit entre « pro-occidentaux » et « pro-orientaux » était un conflit de degré plus que de substance. Aucun des deux camps ne contestait la primauté de la France et son rôle clé dans la stratégie britannique sur le continent. C’est sur cet arrière-plan que se développaient les pressions en faveur de déploiements de troupes ailleurs que sur les fronts occidentaux de la guerre, pressions visant à des avantages provisoires plus qu’à une vraie redéfinition de stratégie. Au Royaume-Uni, la préséance du politique dans la mise en œuvre de la stratégie était établie à la fin de 1917. Les pertes subies par la British Expeditionary Force dans la Somme en 1916 et lors de la bataille de Passchendaele en 1917 – deux batailles visant à obtenir une percée mais qui furent légitimées après coup en termes d’attrition – écornèrent la crédibilité de son commandant, Douglas Haig. Le Premier ministre David Lloyd George se sentit dès lors libre de remplacer les principaux officiers d’État-Major de Haig durant l’hiver et de placer son propre candidat, Henry Wilson, à la tête de l’État-Major impérial en février 1918.

Les généraux subordonnent leurs objectifs au politique

Élément essentiel, la France comme la Grande-Bretagne avaient développé des systèmes relativement matures d’échange entre militaires et politiques pour l’élaboration de la stratégie, tout en assurant un contrôle politique d’ensemble. En 1911, quand Joffre fut nommé chef d’État-Major, les relations entre la III^e République et son armée avaient trouvé un certain équilibre. Le Conseil supérieur de la défense nationale, créé une première fois en 1906 puis reconstitué en 1911, réunissait les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Colonies pour s’accorder sur une stratégie à travers un processus itératif associant jugement politique et expertise professionnelle. Cet équilibre fut ébranlé par l’invasion allemande, l’évacuation du gouvernement à Bordeaux et la mise sous tutelle militaire du Nord-Est de la France. Fin 1916, Aristide Briand avait reconquis le terrain perdu, mais le gouvernement le céda à nouveau début 1917. En novembre 1917, Clemenceau établit l’unité militaire, politique,

économique et sociale dans la conduite de la guerre, garantissant la cohérence stratégique. Il nomma à la tête de son cabinet militaire un officier, Henri Mordacq, qui – chose rare pour un officier des armées européennes avant 1914 – avait lu *De la guerre* pour ses considérations sur le lien entre guerre et politique. Mordacq rapporta dans ses mémoires sa première recommandation au président du Conseil : « Pour gagner cette guerre, une guerre de coalition et par là une guerre très difficile à conduire, une alliance rapprochée entre politique et stratégie est nécessaire, la seconde étant la continuation et le résultat de la première¹⁵. »

En Grande-Bretagne, la coordination entre politique et stratégie naquit moins des circonstances spécifiques de la Première Guerre mondiale que des besoins de la défense impériale. Les autorités britanniques, confrontées à la nécessité de coordonner les capacités navales, la protection du commerce et la sécurité dans les colonies, sur fond de relatif déclin de l'empire, créèrent en 1902 le Comité de défense impériale. Jouant un rôle de conseil au cabinet, présidé par le Premier ministre, ce Comité rassemblait les responsables des différents ministères et des officiers supérieurs des deux armées. Comme en France, le déclenchement de la guerre disloqua les systèmes pré-guerre, en l'occurrence parce que la direction de la stratégie, dans son sens le plus large, devint l'affaire de tout le cabinet. Ce dernier s'avéra cependant être un corps proliférant, dont de trop nombreux ministres n'avaient aucune responsabilité directe dans la conduite de la guerre, et en 1915 le Premier ministre Herbert Henry Asquith mit en place des groupes plus restreints. En décembre 1916, son successeur David Lloyd George institutionnalisa cette pratique en créant un cabinet de guerre.

L'idée d'un chef de guerre suprême n'a plus de sens

Ces expériences dessinaient les prémisses d'un système capable de produire une définition plus large de la stratégie que celle des écoles d'État-Major européennes d'avant 1914 et d'associer l'expertise militaire et le contrôle politique, en particulier dans les États démocratiques. En 1914-1918, la guerre devint si complexe et diversifiée qu'une seule institution ne pouvait plus en contrôler tous les aspects : l'idée d'un chef de guerre suprême n'avait plus de sens.

La structure de comités qui émergea de ce constat et sa méthode délibérative et itérative de définition de la stratégie étaient certes source de tensions, notamment entre *leaders* civils et militaires, mais les nécessités de la

15. H. Mordacq, *Le ministère Clemenceau : journal d'un témoin*, 4 volumes, Paris, Plon, 1930, vol 1, p. 6, cité par J.C. King, *Generals and Politicians: Conflict between France's High Command, Parliament and Government*, Berkeley/Los Angeles, CA, University of California Press, 1951, p. 194 ; pour la dette de Mordacq à l'égard de Clausewitz, voir B. Durieux, *Clausewitz en France: deux siècles de réflexion sur la guerre 1807-2007*, Paris, Economica, 2008, p. 307-312, 328-333.

guerre contraignaient les membres des comités à résoudre leurs désaccords par le consensus. Le secrétaire du cabinet de guerre britannique, Maurice Hankey, commandant de la Royal Marines membre, avant le conflit, du Comité de défense impériale, apporta cohérence et même harmonie aux délibérations de ce cabinet à travers ses comptes rendus. Il fit également passer sa propre vision de la bonne conduite stratégique de la guerre dans la prise de décision collective.

Cette évolution vers un système permettant d'appliquer efficacement une stratégie durant la guerre ne s'était pas faite sans friction. Une grande part de sa créativité, de sa capacité à se transformer, prenait même directement sa source dans les conflits entre politiques et militaires, ou dans chacun des deux camps. La productivité de la structure de comités reposait sur le débat ouvert, même si la décision finale revenait nécessairement, et selon le droit, au dirigeant élu du gouvernement. En Grande-Bretagne, après la guerre, de nombreux mémoires firent état des désaccords entre *frocks* (« redingotes », membres du gouvernement) et *brasshats* (« képis », militaires), suggérant que ces tensions n'avaient pas été constructives, mais néfastes¹⁶. En France, le désir de l'armée de rester intégrée à la République faisait peser sur elle une contrainte. Quand Charles de Gaulle publia, en 1934, *Vers l'armée de métier*, où il remettait en question l'armée de conscription de masse et appelait de ses vœux une élite de forces blindées, il s'attira l'opposition des officiers supérieurs. Dans les deux cas, ces réactions menaçaient l'aspect itératif des relations civilo-militaires, pour le remplacer par un rapport de subordination, y compris à l'étape de l'élaboration de la stratégie dans les comités. En 1957, dans son livre *Le Soldat et l'État*, Samuel Huntington, qui souhaitait pourtant que les États-Unis se dotent d'une armée plus forte dans le contexte de la guerre froide, considérait la subordination de l'armée comme une caractéristique essentielle de son professionnalisme, menaçant ainsi la source même de la créativité stratégique que les Alliés avaient mise au jour durant la Grande Guerre.

De la stratégie maritime à la grande stratégie

Maurice Hankey pensait que la guerre se gagnerait à travers la pression économique appliquée par la puissance maritime. Cette stratégie ne pouvant prendre effet que sur une longue durée, il admettait toutefois que la Grande-Bretagne devrait contribuer à la guerre en Europe par une armée de masse, ne serait-ce que pour éviter une défaite française avant que le blocus ne puisse produire de résultats. Et nombreux furent ceux en Grande-Bretagne qui, après la fin du conflit, pensèrent que c'était bien ainsi que la guerre

16. B. Bond, *The First World War and British Military History*, Oxford, Clarendon Press, 1991, p. 87-162.

avait été gagnée ; c'était du reste l'interprétation de l'armée allemande elle-même, qui soutenait qu'elle était encore intacte, livrant bataille sur le sol français, quand le soutien intérieur à la guerre s'était effondré. Les communistes comme les adversaires du bolchevisme pouvaient évoquer un « coup de poignard dans le dos » ; les stratèges maritimes attribuaient la victoire à la puissance navale et à la guerre économique. Dans l'entre-deux-guerres, les Britanniques y virent le futur des conflits européens. Basil Liddell Hart concluait son histoire de la guerre, publiée en 1930, en déclarant – presque sans aucun fondement – que le conflit avait été gagné sur les mers. Il développa en quelques années l'idée d'une conduite britannique de la guerre : historiquement, lorsque la Grande-Bretagne avait été impliquée dans une guerre européenne majeure, sa stratégie n'avait pas été de lever une armée de masse mais d'utiliser la puissance navale et la pression économique¹⁷. Le blocus étant très long à produire ses effets, les renseignements britanniques cherchèrent à identifier les vulnérabilités critiques de la défense allemande, dans l'espoir que l'impact de la guerre économique en serait accéléré. Ces calculs furent rapidement démentis par la conquête allemande de l'Europe de l'Ouest en 1940. Contrôlant la côte atlantique du cap Nord à la péninsule bretonne, l'Allemagne contournait les positions maritimes de la Grande-Bretagne en coupant ses sorties sur la mer du Nord, s'ouvrant ainsi un accès direct à l'océan. Les cimetières d'*U-Boote* de Trondheim et de Brest témoignent de la volonté allemande d'exploiter l'avantage que lui donnait la conquête terrestre, et la bataille de l'Atlantique qui s'ensuivit fut la plus longue et la plus significative, sur le plan stratégique, du théâtre occidental, au moins jusqu'au débarquement en Normandie du 6 juin 1944 – lui-même rendu possible par les succès en mer.

Durant la Première Guerre mondiale, le blocus allié, ne pouvant cibler avec précision les capacités militaires allemandes, avait touché à défaut ses importations alimentaires. Les soldats et les travailleurs de l'industrie

La révolution comme instrument de guerre

lourde recevant des rations prioritaires, les populations les plus touchées par les restrictions étaient les moins décisives pour l'effort de guerre. Une mortalité excessive parmi les personnes âgées et les enfants ne pouvait en soi abrégé les combats, mais elle pouvait provoquer une résistance populaire contre le conflit et ceux qui en étaient jugés responsables. La révolution de 1918 en Allemagne et l'abdication du *Kaiser* renforcèrent l'idée que la révolution pouvait aussi, dans un âge démocratique, être un instrument de guerre. Durant la

17. B. Liddell Hart, *The Real War*, Londres, Faber & Faber, 1930, p. 502-503 ; voir aussi B. Bond, *Liddell Hart: A Study of his Military Thought*, Londres, Cassell, 1977, p. 65-87.

Grande Guerre, les deux camps avaient utilisé la révolution à des fins stratégiques : les puissances centrales dans les empires français, britannique et russe, de l'Afrique du Nord à l'Inde et de l'Irlande à la Pologne, et l'Entente de l'Arabie Saoudite aux États successeurs de l'Empire austro-hongrois – trop tardivement dans ce dernier cas. En 1939, la puissance navale perdait sa prééminence comme instigateur de l'insurrection ; dès les dernières phases de la Première Guerre mondiale, des forces aériennes indépendantes furent développées pour porter la guerre directement au cœur des populations urbaines de l'ennemi. Leur charge de bombes était limitée, en particulier par les capacités de l'avion porteur, mais en 1942 des bombardiers lourds à longue portée étaient en mesure de concrétiser certaines des ambitions développées par les théoriciens des années 1920, qui fondaient leurs espoirs sur la puissance aérienne, comme Giulio Douhet ou Basil Liddell Hart. Ils imaginaient alors des attaques aériennes massives contre les villes de l'intérieur, avec usage possible de gaz, causant une panique suffisante pour paralyser le pays. La révolution contraindrait alors les gouvernements à rechercher la paix à court terme et sans guerre au sol prolongée.

Si les bombardements alliés n'entraînèrent pas le soulèvement de la population allemande contre Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale, la notion de loyauté des populations devint un enjeu central dans les conflits, des guerres de décolonisation à la « guerre froide globale » en Afrique et en Amérique latine. L'usage de la contre-insurrection eut cependant pour conséquence que la Grande-Bretagne et la France, promotrices de la révolution comme arme de guerre en 1914-1918, se retrouvaient puissances contre-révolutionnaires en Malaisie ou en Algérie. Leur expérience eut une influence certaine sur la doctrine américaine développée après 2002, ainsi qu'en témoigne particulièrement le *US Field Manual 3-24* sur la contre-insurrection publié en 2006 – influence qui repose sur une approche confuse à la fois de l'insurrection et de ce que Rupert Smith a nommé la « guerre au sein des populations¹⁸ ». L'invasion de l'Irak ne provoqua pas un soulèvement populaire contre Saddam Hussein : il n'y eut pas de « coup de poignard dans le dos » comme en 1918. Au lieu de cela, les États-Unis combattirent eux-mêmes une insurrection. L'empressement des Américains à mettre en avant la figure du héros de la Première Guerre mondiale T.E. Lawrence paraît ainsi profondément paradoxal, puisque ce dernier poursuivait un but opposé au leur : provoquer la révolution¹⁹.

18. R. Smith, *The Utility of Force: The Art of War in the Modern World*, Londres, Allen Lane, 2005.

19. John Nagl, figure clé du débat américain sur la contre-insurrection, reprit les mots de Lawrence pour le titre de son livre *Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam. Learning to Eat Soup with a Knife* (Chicago, IL, The University of Chicago Press, 2002).

La puissance aérienne de la Seconde Guerre mondiale s'insérait dans une vision bien plus large de la stratégie que celle qui prévalait chez les théoriciens militaires d'avant 1914. La stratégie devait désormais couvrir trois dimensions de la guerre. Elle devait trouver un équilibre entre différents théâtres d'opérations, coordonner les buts souvent divergents des Alliés et maîtriser les ressources économiques et sociales du conflit. Un stratège maritime britannique, Julian Corbett, parlait en 1911 d'une « stratégie majeure » par opposition à une « stratégie mineure ». Il utilisait aussi l'expression « grande stratégie », qui devint courante en Grande-Bretagne dans l'entre-deux-guerres sous l'influence des développements de J.F.C. Fuller et de Basil Liddell Hart. L'applicabilité d'une grande stratégie, leçon apprise durant la Première Guerre mondiale, était particulièrement cruciale pour la Grande-Bretagne et pour les États-Unis, qui devaient articuler les capacités navales et la puissance aérienne, mais aussi projeter des forces terrestres à distance. Cette notion de « grande stratégie » devint le cadre intellectuel de formulation de leur stratégie par les Alliés dans la Seconde Guerre mondiale. La stratégie se définit désormais moins comme l'usage de l'engagement aux fins de la guerre que comme l'usage de la guerre aux fins de la politique.

Après le choc de la défaite en 1918, certains en Allemagne relirent le *De la guerre* de Clausewitz pour ses aperçus sur ce sujet. Mais le cadre institutionnel dans lequel ces idées devaient se concrétiser se reflétait moins dans les structures démocratisées que le gouvernement de Weimar aurait pu juger pertinentes que dans les précédents historiques de Frédéric le Grand ou Napoléon, ceux du temps de Clausewitz lui-même. Pendant la Première Guerre mondiale, l'armée allemande, frustrée par l'incompétence du *Kaiser* chef de guerre, se chercha un *Feldherr* (commandant en chef), qu'elle crut avoir trouvé dans la personne de Hindenburg, puis un *Führer*. L'enjeu majeur, aux yeux des militaires, en particulier face à l'impact de l'argument du « coup de poignard dans le dos », était celui de la mobilisation nationale : tout le pays, toutes ses ressources économiques devaient tendre vers les buts de guerre. Ce thème fut développé par Erich Ludendorff, ancien premier quartier-maître général, dans son livre *Der totale Krieg* paru en 1935. Pour ses traducteurs anglais, Ludendorff traitait de la « guerre totalitaire » (*totalitarian war*) et ils traduisirent le titre de son livre par : *The Nation in Arms* (La Nation en armes).

La guerre totale

Sur ce sujet, la France et l'Allemagne s'opposaient moins que l'héritage de la guerre n'aurait pu le laisser croire. Dans ses discours en 1917-1918, Clemenceau développait la même idée : le seul but de la France et de ses

politiques était de faire la guerre. En 1918, Léon Daudet employait l'expression de « guerre totale » pour décrire une lutte s'étendant aux domaines politique, économique, commercial, industriel, intellectuel, juridique et financier²⁰. Dans l'entre-deux-guerres, l'expression de guerre totale prit un sens dissuasif destiné à empêcher les États de se lancer dans un nouveau conflit majeur et à les inciter à bâtir un système d'autodissuasion. Après 1918, on tenait pour acquis qu'un conflit entre grandes puissances, en particulier sur le sol européen, serait nécessairement une guerre totale. Même ceux qui, tel Liddell Hart, mettaient en avant des concepts de guerre limitée ne contestaient pas que la guerre en Europe serait « totale » : l'objectif de Liddell Hart était d'établir les moyens qu'aurait la Grande-Bretagne d'y limiter son implication. Quant à ceux qui espéraient éviter un tel conflit, ils cherchaient moins à limiter la guerre qu'à empêcher qu'elle ne survienne – ambition dont témoigne le pacte Briand-Kellogg de 1928.

Avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, la théorie devint pratique. Les dirigeants des deux camps, Winston Churchill en Grande-Bretagne et Joseph Goebbels en Allemagne, employèrent l'expression de « guerre totale » pour mobiliser leurs populations au service de la guerre. Une idée née de la Première Guerre mondiale trouva ainsi son application pendant la Seconde, mais dans une direction différente. La mobilisation nationale avait désormais pour corollaire la transformation de toute la population en cible militaire, évolution qui connut son apogée avec le lancement des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. L'effet dissuasif des armes nucléaires tenait essentiellement à leur capacité de destruction indiscriminée. La stabilité de l'ordre international reposait désormais sur l'idée de « guerre totale », et l'ombre de Verdun s'étendait sur le monde de la guerre froide.

Depuis la fin de la guerre froide en 1990, une question fondamentale reste sans réponse : dans quelle mesure l'image de la guerre mondiale demeure-t-elle nécessaire pour assurer l'ordre international ? En parlant d'« interventions » ou de « guerres de choix », les États-Unis ont remis à l'honneur les guerres limitées et cherché à tenir à bonne distance l'image de la guerre telle que pratiquée en 1914-1918. Contrairement à la troisième guerre des Balkans en 1914, les guerres n'ont pas connu d'escalade depuis 1990. Dans certaines régions – le Moyen-Orient et les mers de Chine notamment –, un conflit local pourrait pourtant déclencher une réaction en chaîne. Le 2 janvier 2014, un article du *Guardian* titrait : « Personne ne

20. L. Daudet, *La Guerre totale*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1918, p. 8 ; voir aussi R. Chickering et S. Förster, *Great War, Total War: Combat and Mobilization on the Western Front, 1914-1918*, Cambridge, MA, Cambridge University Press, 2000.

parle d'une troisième guerre mondiale entre la Chine et l'Occident – et pourtant ». Tenant pour impossible que les États se comportent comme ils l'ont fait en 1914, comme nous y encourage la sécurité exceptionnelle – comparativement et historiquement – que connaît l'Europe, nous voyons la Première Guerre mondiale comme une expérience appartenant résolument au passé, sans signification pour notre temps. Mais si nous voulons prévenir de nouveaux conflits, il serait peut-être bon de rendre à l'expression de « troisième guerre mondiale » la valeur dissuasive qu'elle avait pendant la guerre froide. Ce serait peut-être se retourner vers le passé, mais dans cette perspective, l'ombre de la Première Guerre mondiale pourrait être salutaire...



Mots clés

Première Guerre mondiale
Stratégie
Relations civilo-militaires
Guerre totale